

Estève Adrien, Ollitrault, Sylvie, Orsini, Amandine, Persico, Simon, Villalba, Bruno and Mathilde, Allain. Introduction. In Estève Adrien, Ollitrault, Sylvie, Orsini, Amandine, Persico, Simon, Villalba, Bruno and Mathilde, Allain. *Dictionnaire d'écologie politique*. 2025. Paris: Presses de Sciences Po, 23-30.

Introduction (version presque définitive)

Le monde fait face à une triple crise écologique liée à notre entrée dans l'Anthropocène : des changements climatiques, de la perte de biodiversité et des pollutions qui produit non seulement des effets délétères sur les écosystèmes mais aussi sur nos sociétés, dans une cascade de crises multiples. Pourtant, les enjeux environnementaux sont encore peu centraux ou, quand ils le sont, paraissent de plus en plus contestés dans le débat public, alors même qu'ils nourrissent souvent les préoccupations des citoyens et qu'un nombre croissant d'acteurs se les approprient et les mobilisent dans leurs discours et leurs pratiques. La multiplication des mouvements et des contestations écologistes (marches pour le climat, occupations d'entreprises), l'intégration croissante des changements climatiques dans l'action publique (amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, soutiens à la mobilité douce), ou encore la vitalité des négociations internationales sur l'environnement (réunions internationales annuelles sur le climat, négociation d'un nouveau traité international sur la pollution plastique en 2025) en témoignent. La prise en compte des enjeux écologiques est toutefois encore largement comprise comme une contrainte et fait l'objet de fortes résistances, comme en témoigne la récente sortie de l'administration Trump de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, la poursuite d'un modèle extractif et dépendant des ressources fossiles, ou encore l'essor de mobilisations sociales dénonçant le caractère injuste de certaines mesures écologiques.

Alors qu'il est nécessaire d'appréhender ces dynamiques sociopolitiques à plusieurs échelles, la recherche en science politique sur ces sujets, en plein développement, est plutôt fragmentée, géographiquement et par discipline. Le Groupe de recherche sur l'écologie politique (GREP) de l'Association Française de Science Politique (AFSP) (2022-2025) s'inscrit précisément dans une démarche de constitution d'une communauté scientifique de politistes francophones sur ces enjeux, soucieux de convoquer également les autres sciences sociales (économie, droit, sociologie...). Ce dictionnaire est l'aboutissement de ce travail collectif, créant un ensemble cohérent qui témoigne de la richesse des travaux sur l'écologie politique et de leur valeur heuristique pour décrypter les transformations contemporaines de nos sociétés. Il se veut un compagnon facile d'utilisation pour toutes les personnes qui veulent comprendre ce que l'écologie a fait, et continue de faire, à la politique et ce que le politique fait à l'écologie.

I. L'écologie politique comme mouvement de contestation

L'écologie politique est d'abord un mouvement social et politique pluriel qui émerge, au niveau international comme en France, au début des années 1970, même s'il puise ses racines dans les premières contestations de la révolution industrielle (Audier 2017). Schématiquement, ce sont une multitude de mouvements sociaux et politiques qui luttent contre la société thermo-industrielle, productiviste et consumériste. Très inspirés par les questionnements et les alertes des sciences écologiques (particulièrement naturalistes), ces acteurs dénoncent les effets indésirables du développement économique sur les milieux naturels (on ne parlait pas encore d'écosystèmes) et le vivant (on ne parlait pas encore de biodiversité). Ils sont aussi, en tout

cas pour une grande partie d'entre eux, soucieux des différences de traitements entre les populations du globe, se mobilisant pour la défense de ce que l'on appelait le Tiers-Monde. Ils souhaitent à la fois préserver la Terre, tout en garantissant les conditions d'un développement harmonieux pour les peuples. Certains mouvements vont ainsi défendre un contre-modèle d'organisation sociale, économique et politique. Mais tous sont soucieux de garantir la survie de l'humanité.

Sur le plan théorique, l'écologie politique comme mouvement interpelle les disciplines scientifiques – sciences sociales comme sciences appliquées et sciences de la vie – à partir de trois questionnements : 1) comment organiser au mieux la régulation entre aspiration au développement humain et préservation du vivant ? 2) comment transformer le modèle démocratique afin qu'il prenne mieux en compte les questions écologiques ? 3) comment parvenir à un équilibre pérenne entre les mondes humains et les milieux naturels ? Face à la dégradation des équilibres planétaires et à la survenue de ce nouveau mouvement social, la communauté scientifique a ainsi rapidement réagi.

II. Les approches scientifiques de l'écologie politique

Du côté des sciences sociales, on voit émerger dès la fin des années 1960 des communautés de chercheuses et chercheurs qui vont prendre ces questions au sérieux. On peut citer des historiens, autour de la sociologie rurale, puis des décennies plus tard, l'histoire de l'environnement, avec par exemple les travaux de Corinne Beck ou Geneviève Massard-Guilbaud) – ou encore l'histoire environnementale (Grégory Quenet, Fabien Locher, Frédéric Graber). Si la sociologie de l'environnement se développe dès le milieu des années 1970 dans certaines sphères anglo-saxonnes et du Nord de l'Europe (autour des approches de W. Catton ou J. Dunlap...), en France, ces questions sont pour l'essentiel ignorées jusqu'à la fin des années 1980. Dans le cadre des études géographiques et anthropologiques anglo-américaines, la *Political ecology* se développe dès les années 1970 autour d'une approche pragmatique et relativement instrumentale des enjeux écologiques. Elle représente un tournant dans la manière de percevoir les discours, les pratiques et les comportements à l'égard de l'environnement, en opposition par exemple aux approches néomalthusiennes. Alors que celles-ci considèrent la surpopulation et la raréfaction des ressources comme les paramètres objectifs de la crise écologique sur lesquels les gouvernements se doivent d'agir, elles négligent les fondements politiques de la crise écologique, comme la marginalisation des populations, le capitalisme colonial, ou encore les comportements prédateurs des États et des entreprises. Plus tard, au milieu des années 1980, toujours dans les milieux anglo-saxons, émerge la *Green political ecology*. L'originalité de cette approche réside dans le fait de considérer les contraintes écologiques comme constitutives du politique : loin d'être des questions résiduelles, elles sont au contraire au cœur de la machinerie institutionnelle.

Depuis les années 2000, ce champ de l'écologie politique a été davantage investi par la géographie, l'économie politique, la philosophie et l'histoire environnementale qui insistent respectivement sur les interdépendances entre les processus écologiques et les phénomènes sociaux, sur les mécanismes de contrôle et de dépossession des ressources, et enfin sur l'adaptation des sociétés aux transformations de leur environnement biophysique (Benjaminsen et Svarstad 2009). Toutefois, on pourrait désormais recenser une longue liste de disciplines (économie, gestion, marketing...) qui reconnaissent la pertinence d'étudier la

question écologique. L'objet est désormais saisi par l'ensemble des sciences sociales, avec différents référentiels théoriques.

Cette diversité et cet élargissement s'observe aussi sur le plan méthodologique. Les premiers travaux en écologie politique se sont appuyés sur des terrains d'enquête locaux (monographies, études de mobilisations...) essentiellement occidentaux. Le développement des méthodes ethnographiques tout comme les apports épistémologiques de chercheuses et chercheurs non-occidentaux ont permis de nuancer, affiner et critiquer les théories trop généralisantes et homogénéisantes et de diversifier les relations aux terrains d'études.

Le champ de recherche de la *political ecology* s'est ainsi attaché à examiner comment et pourquoi les structures économiques et les relations de pouvoir influencent l'environnement naturel et les interactions entre les humains et l'environnement, en particulier dans les aires non occidentales. Par ailleurs, on assiste aussi à des rapprochements intéressants entre la réflexion scientifique et l'activisme militant. Ainsi, la critique économique rejoint la défense des droits des femmes (comme dans les travaux de la philosophe des sciences Vandana Shiva). Il est important de noter également un développement parallèle de l'écologie politique dans différentes parties du monde, qui ont des originalités propres. Un exemple parmi d'autres est l'*ecologia politica latinoamericana* en Amérique latine, qui se développe à la fois comme un courant théorique pluridisciplinaire intégrant la nature dans les sciences sociales, et orienté vers l'action et à la fois comme un mouvement social et politique. Présente dans les universités et parmi les mouvements socio-environnementaux ou territoriaux, l'écologie politique latinoaméricaine remet en cause le récit du développement pour insister sur les inégalités Nord/Sud et sur l'héritage colonial et la dépendance des anciens pays colonisés dans le commerce international.

Cela participe à un élargissement des modes de compréhension et d'études des pratiques militantes, ainsi que de la construction des politiques publiques, comme l'évolution des marchés, mais aussi des cadres théoriques proposés par l'écologie politique. Cependant, la conversion des sciences sociales à l'écologie n'est pas généralisée. De nombreuses chercheuses et chercheurs restent à bonne distance de la question écologique, voire expriment parfois un certain scepticisme sur la portée heuristique de la critique écologique. Cela révèle le conflit latent qui continue d'agiter les milieux académiques et les milieux militants sur la priorité à accorder à la question écologique, par rapport à la question sociale ou à la question économique (pour ne rien dire de la question nationaliste). Cela participe à un élargissement des modes de compréhension et d'études des pratiques militantes, mais aussi des cadres théoriques proposés par l'écologie politique. Cependant, la conversion des sciences sociales à l'écologie n'est pas généralisée.

III. L'écologie dans la science politique

En France, si certaines communautés scientifiques s'étaient déjà interrogées sur la question environnementale (sociologie rurale, histoire de l'environnement, écologie du paysage, droit etc.), il est indéniable que la science politique a longtemps été en retrait sur cette question. Il faudra attendre le début des années 1990 pour que des initiatives émergent pour rassembler, au niveau national, les recherches sur les mouvements politiques naissants, et sur les premiers récits écologistes. Les travaux du GEME (Groupe d'Etudes sur les Mouvements Ecologistes, animé par Daniel Boy et Agnès Roche) portaient sur la sociologie électorale des

partis écologistes, des comportements électoraux et de l'analyse des mobilisations environnementales. Le GEME s'est parfois intéressé à l'histoire des idées (sur les origines de l'écologie comme pensée politique, mais aussi sur les éthiques environnementales comme la *deep ecology*), sans que cela constitue le cœur de sa dynamique collective. La coopération avec des chercheurs et chercheuses, essentiellement francophones (comme Paul Lucardie, Pascal Delwitt ou Benoît Rihoux), a permis de lancer quelques approches comparatives. Les politiques publiques se sont aussi intéressées à la question environnementale en analysant le rôle de l'expertise et de la technique dans l'action publique, dans le sillage d'une sociologie des risques. Pierre Lascoumes par exemple participe à l'usage de la sociologie de l'action publique et à l'importation de la notion d'expertise juridique, déjà bien travaillée par la communauté des juristes (Jean-Pierre Sueur, Raphaël Romi...). Au tournant des années 1990, Bruno Latour amène la sociologie à s'interroger sur cet objet hybride qu'est la nature. Il développe une sociologie originale irriguant notamment les STS (Science Techniques et Sociétés) et de nouvelles communautés de chercheurs (comme Dominique Pestre) venus de l'histoire ou de la philosophie des sciences. Une autre partie des études se développait en théorie politique ou en histoire des idées. Peu à peu, l'objet de l'écologie perdant de sa nouveauté, a pu être pris en compte par des communautés scientifiques variées qui ont davantage utilisé leurs outils d'analyse sur le sujet qu'interroger finalement la question de la représentation d'un monde vivant ou de l'environnement.

Au tournant des années 2000, les thématiques écologiques gagnent en légitimité, notamment sous l'influence des études internationales et de la croissance des politiques publiques sur ces questions. L'élargissement de la réflexion gagne aussi de nombreuses disciplines (philosophie, géographie...), qui incorporent à leurs outils théoriques et méthodologiques les questions écologiques. De plus, l'interdisciplinarité se renforce, ce qui permet de croiser les questionnements et les méthodes, afin d'enrichir la compréhension de la complexité et de l'importance de la question écologique.

IV. Un dictionnaire sur l'écologie politique. Reflet de la diversité.

Le présent ouvrage témoigne de la diversité des approches disciplinaires, ainsi que les préoccupations qui les rassemblent. S'il n'est pas exhaustif bien sûr, ce dictionnaire permet, à travers ses multiples entrées, de témoigner de la richesse des réflexions des communautés de chercheuses et chercheurs, de la diversité des approches théoriques et de la légitimation conceptuelle de la question écologique. Il n'est plus temps, en effet, de se demander si l'écologie politique et l'écologie en politique doivent entrer dans nos schèmes académiques. Il est temps à présent d'examiner comment cela va produire des hybridations entre mondes académiques (croisement disciplinaire, inflexions épistémologiques...), mais aussi participer à la réflexivité des acteurs. Cela peut contribuer à interroger les conditions d'une transformation des sociétés à l'aune de bouleversements d'ampleurs inédites.

Ce dictionnaire souhaite s'adresser à une large variété de lectrices et lecteurs académiques, étudiant·e·s, acteurs et actrices de la société pour clarifier ce que les enjeux environnementaux et écologiques ont pu bousculer dans les pratiques et représentations des acteurs et actrices. Les différentes entrées renvoient autant à des notices sur les enjeux classiques de la science politique (les partis politiques, positionnements et comportements politiques, mouvements sociaux...) qu'à leur reformulation par un ensemble de jeunes chercheurs et chercheuses qui introduisent toute l'actualité des débats scientifiques et sociétaux sur la crise écologique. Le dictionnaire entend refléter la diversité des outils

méthodologiques, des courants théoriques, des fluctuations intellectuelles qui ont saisi et qui animent aujourd'hui cette large diversité de chercheuses et chercheurs. La diversité des autrices et auteurs a été jugée essentielle et permet de couvrir toutes ces dimensions.

Ce dictionnaire contribue ainsi à maintenir ouvert le champ de la critique grâce à la pluralité des options et des orientations théoriques qui témoignent de la vivacité des débats scientifiques bien souvent en lien avec les débats sociaux et politiques ; et à contribuer à élargir l'espace de la réflexion sur l'écologie alors que nous rentrons dans une période d'incertitudes radicales sur les conséquences des crises écologiques. Le dictionnaire reste ouvert à un imaginaire scientifique à même de pouvoir établir des pistes de réflexions et de propositions, tout en demeurant attentif à contribuer à une approche réflexive.

Concernant son lectorat, le dictionnaire contribue à une approche réflexive de l'étudiant·e (de la L1 jusqu'au M2), du chercheur·euse en sciences sociales (spécialistes ou non de la thématique), des enseignant·e·s, mais aussi des militant·e·s et du grand public curieux d'en savoir plus, par l'accès à une présentation claire des notions centrales de l'écologie politique, à la fois dans une perspective de socio-histoire (origines et fondements des principes clés), ainsi que dans une dynamique prospective (présenter les principales questions ou pratiques controversées portées par les courants de l'écologie politique). Les entrées s'organisent ainsi parfois par enjeux théoriques, par objets étudiés, par territoires concernés, ou par phases historiques etc.

Le dictionnaire peut être lu de deux manières, il présente l'écologie politique travaillée par les politistes en montrant la diversité et la vitalité des recherches en cours, et il permet d'appréhender l'écologie politique comme une manière de (re)penser les objets classiques de la science politique : les mobilisations, les partis, les relations internationales et la théorie politique. Chaque entrée présente l'état actuel des connaissances sur la thématique correspondante, tout en se référant à d'autres concepts utiles du dictionnaire pour y répondre. Les entrées indiquent également les références clés. Un index permet de naviguer de façon transversale à travers plusieurs entrées. Nous vous en souhaitons bonne lecture.